



Les Français, l'aide au développement et la lutte mondiale contre le sida

Sondage Ifop pour Coalition Plus

Contact Ifop :

Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 72 34 94 19

prenom.nom@ifop.com

Mai 2016



Sommaire

1 - La méthodologie

2 - Les résultats de l'étude

A – Le regard sur la politique de développement




B – Le jugement sur la lutte mondiale contre le sida

3 - Les principaux enseignements

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour Coalition Plus

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
		
L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.	La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 17 mai 2016.

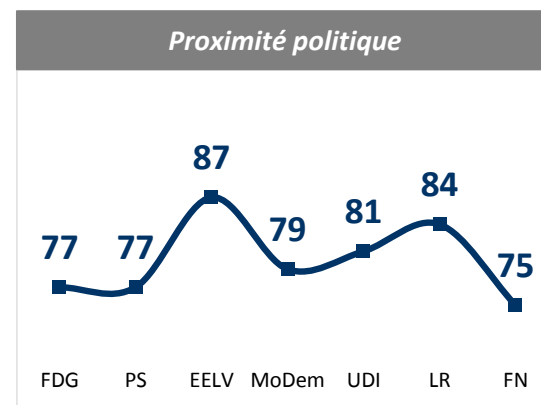
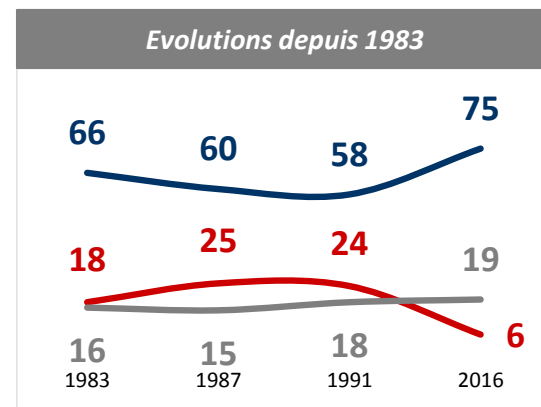
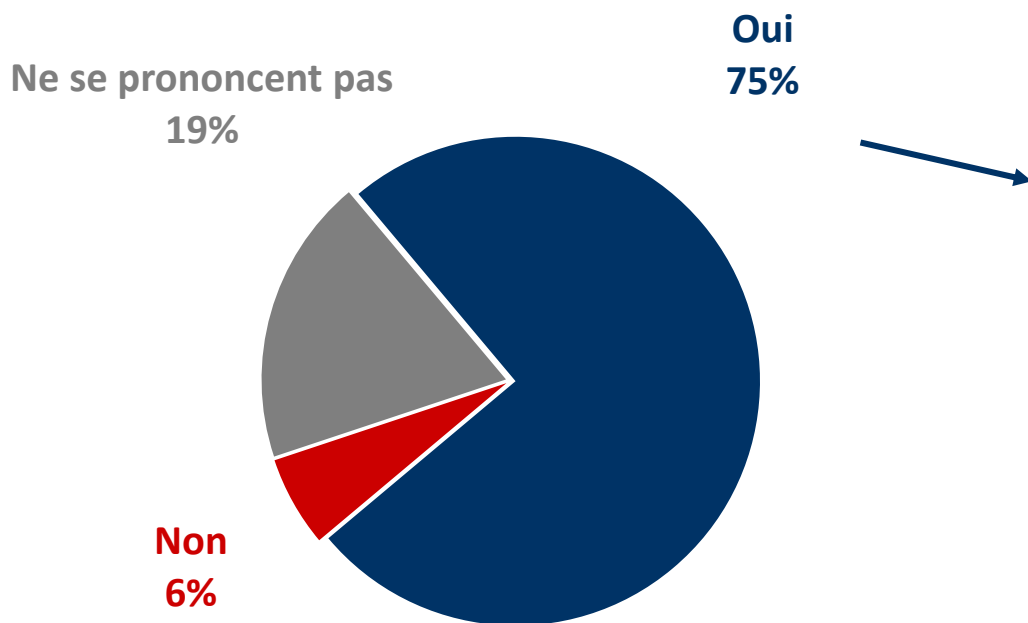
2 | Les résultats de l'étude



A | Le regard sur la politique de développement

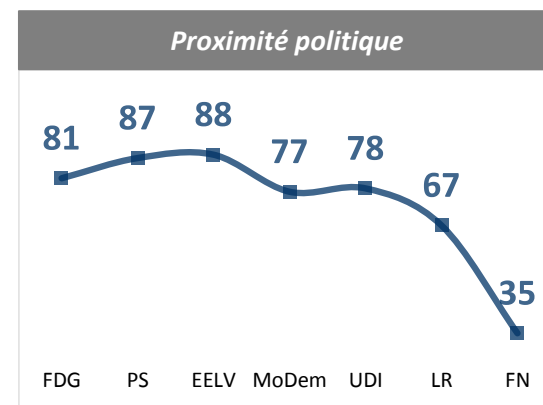
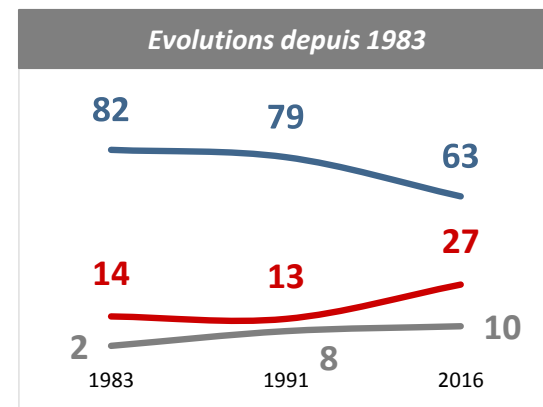
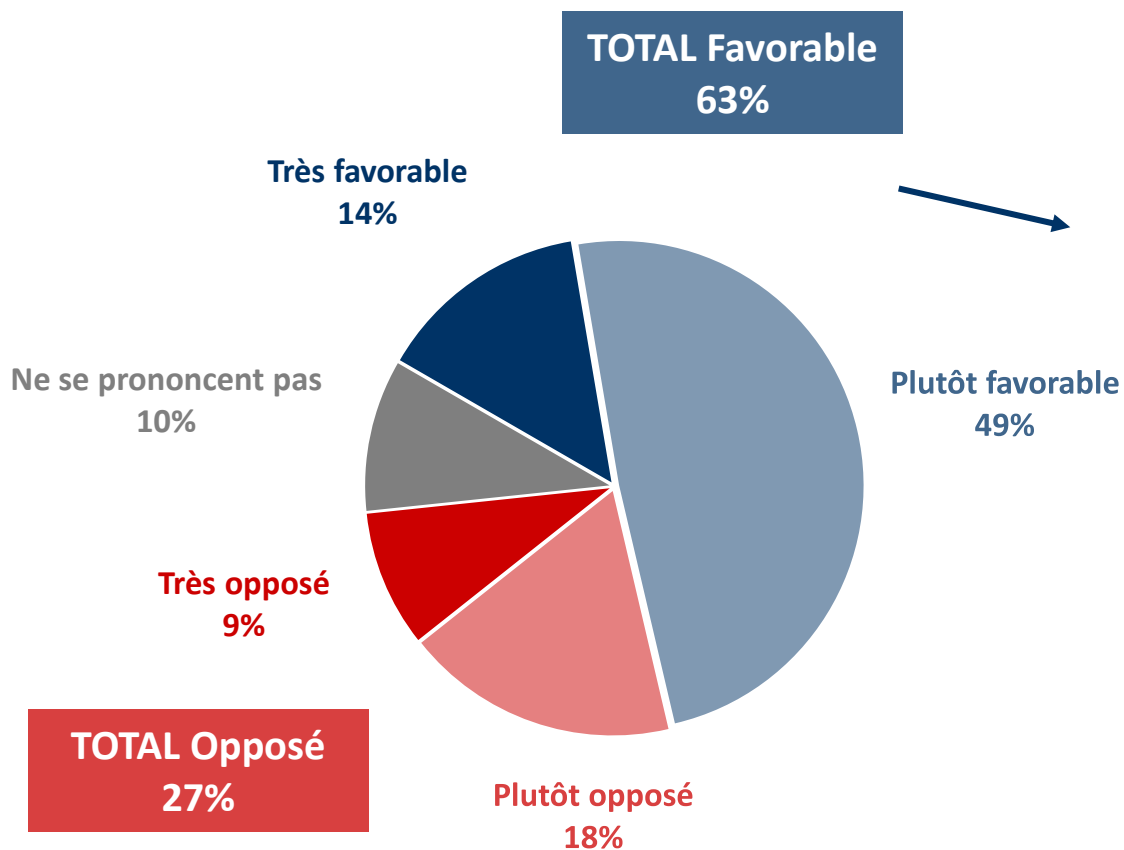
QUESTION : Avez-vous le sentiment que dans les dix ou quinze années à venir, ce qui se passera dans les pays en développement (par exemple sur le plan sanitaire, climatique, démographique) peut avoir un impact sur votre vie en France ?

Base : Ensemble des Français



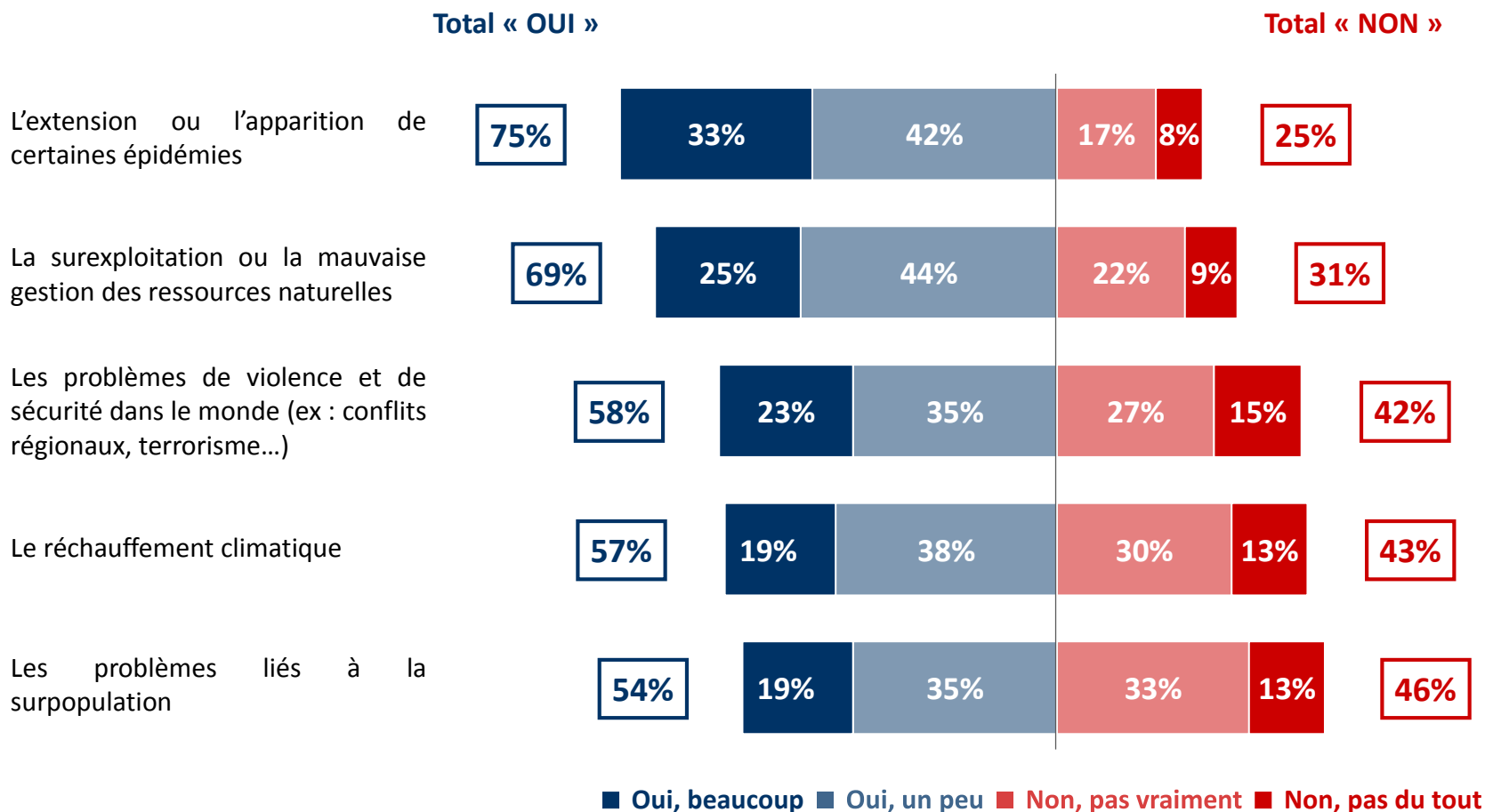
QUESTION : La France fournit des financements et de l'expertise technique à certains pays en développement afin de soutenir leur action contre la pauvreté, favoriser leur développement et leur permettre d'avoir une croissance plus durable. Certaines personnes sont favorables à ce que l'on soutienne les pays en développement et d'autres sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Et plus précisément, pensez-vous qu'un soutien financier et technique fourni aux pays en développement peut contribuer à réduire... ?

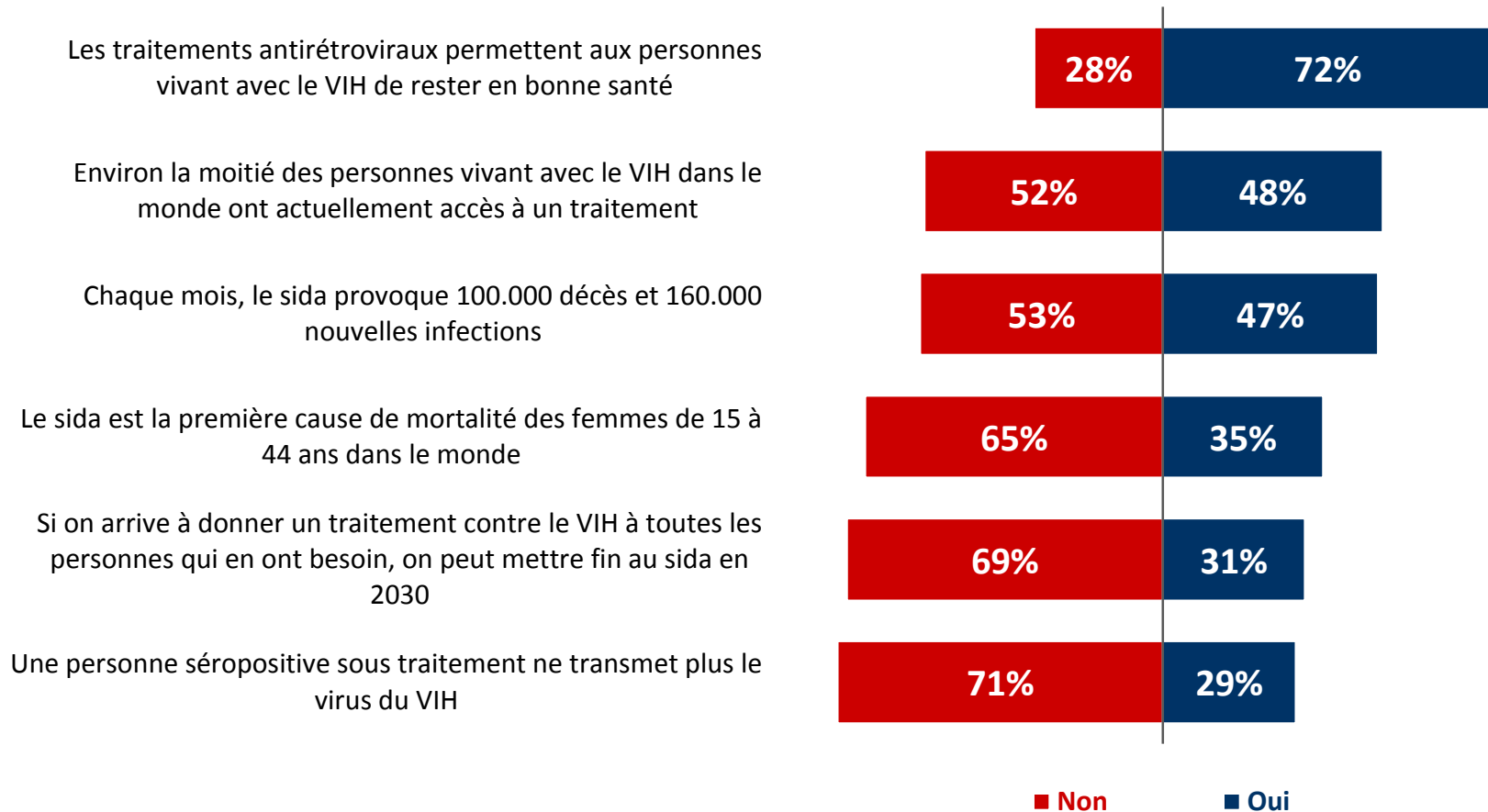
Base : Ensemble des Français



B I Le jugement sur la lutte mondiale contre le sida

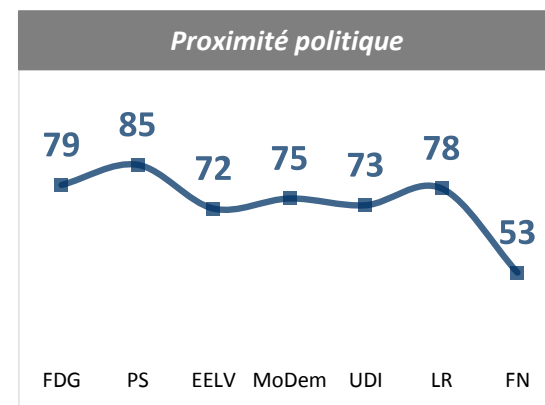
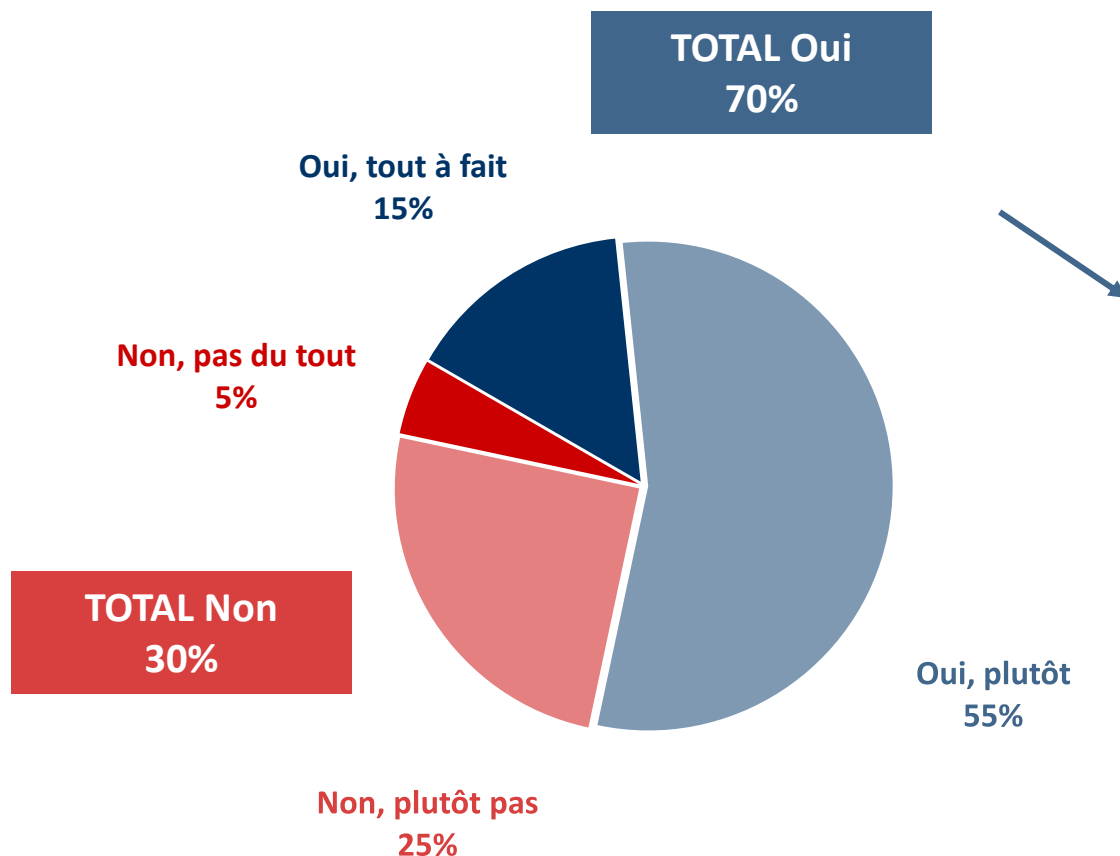
QUESTION : Grâce aux progrès scientifiques et techniques, la lutte mondiale contre le sida a beaucoup évolué depuis 30 ans. Etiez-vous au courant des données suivantes... ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : En adoptant les nouveaux Objectifs du Développement Durable, le 25 septembre 2015 à New York, les Etats membres des Nations Unies se sont engagés à mettre fin à l'épidémie de sida comme menace de santé publique d'ici à 2030. Selon vous, cela doit-il être un objectif prioritaire pour l'aide au développement de la France ?

Base : Ensemble des Français

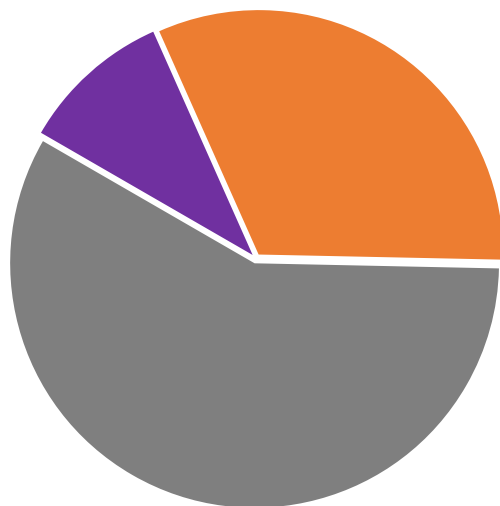


QUESTION : Selon l'ONU, il manque 7 milliards de dollars par an pour donner un traitement contre le VIH à toutes les personnes qui en ont besoin dans le monde et à mettre fin au sida en 2030. A titre de comparaison, 7 milliards de dollars représentent 100% du PIB du Niger, et 0,2% du PIB de la France. Selon vous, qui devrait d'abord contribuer à financer cet objectif de la communauté internationale ?

Base : Ensemble des Français

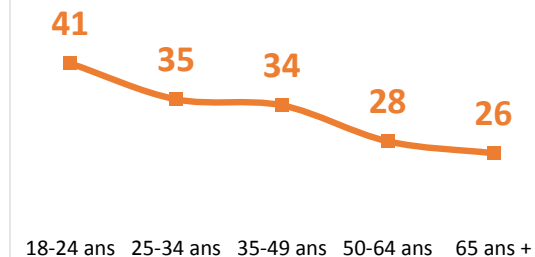
Les pays en développement
10%

Les pays développés (dont la France)
32%

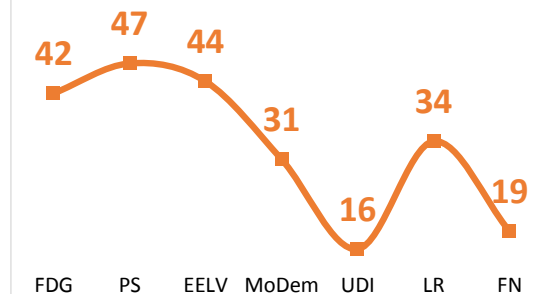


Autant les pays en développement que les pays développés (dont la France)
58%

Âge de la personne interrogée



Proximité politique



3 | Les principaux enseignements



Coalition Plus – coalition internationale francophone ayant pour but de fédérer les compétences et les savoir-faire des associations de lutte contre le VIH/sida de différents continents – a souhaité faire le point sur les attentes des Français dans le domaine de l'aide au développement et plus particulièrement dans le domaine de la lutte mondiale contre le sida. Réalisé par l'Ifop, à quelques jours de l'ouverture de la 8^{ème} conférence internationale francophone VIH / Hépatites, ce sondage exprime la volonté des Français d'agir spécifiquement sur le sida et d'initier un processus permettant d'envisager la fin de l'épidémie d'ici 2030 et livre les enseignements suivants.

- **Malgré l'émergence de doutes sur l'aide au développement, son efficacité dans le domaine de la santé est relevée**

Dans un contexte international actuel marqué par le risque terroriste et la crise des migrants, **les Français ont de plus en plus le sentiment d'être impacté par les événements se déroulant dans les pays en développement**. 75% des personnes interrogées déclarent en effet que ce qui se passera dans les dix ou quinze années dans ces pays, par exemple sur le plan sanitaire, climatique ou démographique, pourrait avoir un impact sur leur vie en France. Ce résultat marque une progression nette (+17 points par rapport à novembre 1991) par rapport aux précédentes mesures réalisées dans le cadre de l'Eurobaromètre, traduisant une plus grande prise en compte de l'actualité internationale dans la population.

Pour autant se fait jour une plus grande méfiance que par le passé à l'égard de la politique conduite par les pouvoirs publics vis-à-vis des pays en développement. 63% des répondants se déclarent en effet favorables à la politique de développement de la France, soit un score en baisse de 16 points par rapport à 1991. Le résultat de cette politique sur les problèmes d'ordre mondial s'avère questionné. Les Français sont en effet partagés sur la contribution d'un soutien financier et technique à la réduction des problèmes de violences et de sécurité dans le monde (58% de réponses « oui »), à l'atténuation du réchauffement climatique (57%) ou à la résolution des problèmes liés à la surpopulation (54%). **En revanche, l'efficacité de la politique de développement dans le domaine de la santé, par sa capacité à agir sur l'extension ou l'apparition de certaines épidémies, est très majoritairement reconnue (75%).**

- **Les Français souhaitent alors très majoritairement que l'accent soit mis sur la fin de l'épidémie de sida d'ici 2030**

Les résultats du sondage mettent en évidence **des lacunes dans l'information autour de la lutte mondiale contre le sida, et particulièrement s'agissant des conséquences de l'infection par le VIH et des avancées dans le traitement de la maladie.** Si près de trois-quarts des personnes interrogées déclarent être au courant que les traitements antirétroviraux permettent aux personnes vivant avec le VIH de rester en bonne santé (72%), une minorité pense que la moitié des personnes infectées ont actuellement accès à un traitement (48%).

De la même manière, seules 29% des personnes interrogées ont connaissance du fait qu'une personne séropositive sous traitement ne transmet plus le virus du VIH.

A ce déficit d'information sur les réponses à apporter à la maladie s'ajoute en outre un manque de connaissance des possibilités d'éradiquer la maladie : **à peine un tiers des Français a conscience que la fin du sida d'ici 2030 est possible si on arrive à donner un traitement contre le VIH à toutes les personnes qui en ont besoin (31%)**. L'information est pourtant majeure dans cette perspective.

Ces données transmises, **70% des répondants souhaitent que l'arrêt de l'épidémie de sida constitue un objectif prioritaire pour l'aide au développement de la France**, un vœu partagé majoritairement dans l'ensemble des segments sociodémographiques de la population. L'investissement doit alors faire l'objet d'un effort des pays développés et donc de la France en dépit du contexte économique difficile. Il doit avoir lieu, soit de manière coordonnée avec les pays en développement (58%), soit en tant que principaux contributeurs (32%), tandis que 10% des répondants estiment qu'il s'agit avant tout d'un problème qui concerne principalement les pays en développement.



iOS - iPhone & iPad

Android



www.ifop.com



[@ifopopinion](https://twitter.com/ifopopinion)



[Ifop Opinion](https://www.facebook.com/ifopopinion)

A propos du Groupe Ifop :

Précurseur sur le marché des sondages d'opinion et des études marketing depuis 75 ans, l'Ifop est aujourd'hui l'un des leaders de son secteur. Structuré autour de 6 expertises (Opinion & Stratégies d'Entreprise, Consumer & Beauty, Services, Médias & Numérique, Santé et Luxe), l'Ifop crée de la valeur pour ses clients en sécurisant la qualité de l'information recueillie et en lui donnant du sens et de la perspective. Il les accompagne dans la définition et le pilotage de leur stratégie d'entreprise en leur fournissant une vision opérationnelle et prospective qui leur permet d'anticiper les mutations sociétales et les tendances des marchés. C'est aussi dans cet esprit pionnier que l'Ifop développe de nouvelles expertises transversales (Planning Stratégique, Grandes Enquêtes). Entreprise proche de ses clients, l'Ifop intervient dans une cinquantaine de pays à travers le monde, à partir de ses cinq implantations : Paris, Buenos Aires, Shanghai et Hong-Kong. Il réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros et emploie plus de 200 collaborateurs.

Présent lors de toutes les campagnes présidentielles et municipales de la Cinquième République, l'Ifop est reconnu comme un acteur majeur dans le domaine électoral et de l'analyse de l'opinion.

A propos du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop :

Le Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop compte une vingtaine de professionnels de l'opinion publique indépendants. La mission de notre Département est d'accompagner dans leurs décisions stratégiques et leurs choix de communication l'ensemble des acteurs publics, privés ou associatifs, qu'ils relèvent de la sphère politique, économique, sociale, médiatique ou du développement durable. Il s'agit, au travers des dispositifs d'enquête quantitatifs et qualitatifs réalisés par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises d'éclairer nos clients sur les opinions, les attitudes et les comportements des groupes et des individus, dans toute leur diversité et complexité d'électeurs, de consommateurs, de salariés, d'usagers, d'épargnants, d'internautes...